

ARRÊTÉ.

*Minute*

*3 duplications*

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31,

Vu l'article 95 de la loi du 26 mars 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

*Les restes du château de St Mané à  
Luz (Hautes Pyrénées)*

appartenant à *M. Maumas greffier au Tribunal  
de Tarbes*

*sont* inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de *Luz et*

*au propriétaire*

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 16 OCT 1930

Pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts

Paul LÉON